Cinquantième année. - N° 91 A 12 mai 2017

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard 01-40-58-75-00
Annonces 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 1367

75 – PARIS

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Ventes et cessions

732 017 884 RCS Paris.
PRIFINANCE.
Forme : Société en nom collectif.
Capital : 2286735.00 EUR.
Adresse : 44, rue Pasquier, 75008 Paris.
Précédent propriétaire : 420 546 046 RCS Paris. **CECILE HOLDING FRANCE.**
Oppositions : Article L.236-14 du code de commerce.
Commentaires : Avis au Bodacc relatif au projet commun de fusion nationale. Société absorbante : PRIFINANCE Forme : Société en nom collectif Adresse du siège : 44 rue Pasquier 75008 Paris Capital : 2286735.00 EUR Numéro unique d'identification : 732017884 Lieu d'immatriculation : Paris. Société absorbee : CECILE HOLDING FRANCE Forme : Société par actions simplifiée Adresse du siège : 44 rue Pasquier 75008 Paris Capital : 188482.00 EUR Numéro unique d'identification : 420546046 Lieu d'immatriculation : Paris. Evaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la société absorbante est prévue : actif de 1886627.86 EUR - passif de 19560.00 EUR. Rapport d'échange des droits sociaux : NEANT : la société absorbante détenant l'intégralité du capital social de la société absorbée. La présente fusion ne donnera lieu à constatation d'aucun boni ou mali de fusion. . Date du projet commun de fusion : 09.05.2017. Date et lieu du dépôt du projet au RCS au titre de chaque société participante : Pour la société PRIFINANCE : 09.05.2017 (au greffe du tribunal de commerce de Paris). Pour la société CECILE HOLDING FRANCE : 09.05.2017 (au greffe du tribunal de commerce de Paris)..